

**ANNEXE 3. INFORMATIONS PRECONTRACTUELLES POUR LES PRODUITS FINANCIERS VISES A
L'ARTICLE 9, PARAGRAPHES 1 A 4BIS, DU REGLEMENT (UE) 2019/2088 ET A L'ARTICLE 5, PREMIER
ALINEA, DU REGLEMENT (UE) 2020/852**

Dénomination du produit: RGREEN ENERGY TRANSITION (le « **Fonds** »)

Identifiant d'entité juridique: N/A

Objectif d'investissement durable

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **Taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste **d'activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la Taxonomie.

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ xOui ☐ ☐ Non

☒ Il réalisera un minimum **d'investissements durables ayant un objectif environnemental: 90 %** ²

☒ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxonomie de l'UE

☒ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social: ³

☐ Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de % d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☐ Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables

² Autres que les liquidités et l'utilisation d'Opérations de Couverture.

³ Aucun minimum ne s'applique mais le Fonds peut investir dans des investissements durables ayant un objectif social dans les conditions précisées ci-après.



Quel est l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

1. L'objectif principal du Fonds est de contribuer à la **transition énergétique, à l'adaptation au et à l'atténuation du changement climatique grâce à l'investissement dans des infrastructures à faible émission de carbone ou de décarbonation** (énergies renouvelables, mobilité à faible émission de carbone, décarbonation industrielle, efficacité énergétique, etc.).

En ce sens, le Fonds a pour objectif de respecter un seuil maximal de 100gCO₂e/kWh d'intensité carbone, calculé en moyenne pondérée de tous ses investissements dans les énergies renouvelables et réévalué annuellement. Ce seuil garantit l'alignement des technologies financées dans le secteur de l'énergie avec les Accords de Paris et l'objectif de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle.

2. La stratégie d'investissement durable du fonds est d'investir principalement dans des fonds sous-jacents labélisés Greenfin et gérés directement par la Société de Gestion (voir 3). Ainsi, le fonds investira directement ou indirectement dans des entreprises cibles (les « **Entreprises Cibles** ») qui réalisent majoritairement, et le plus souvent quasi-exclusivement leur chiffre d'affaires dans des activités de la transition énergétique et de la décarbonation.

De fait, une part essentielle de l'approche consiste en une sélection des investissements strictement compatibles avec l'objectif de transition énergétique. Cette approche sectorielle donne une certaine garantie de significativité de chaque investissement au regard de l'objectif général du Fonds.

Le Fonds sera qualifié de fonds à impact et sera soumis aux normes de gestion établies par le *Global Impact Investing Network* (« **GIIN** ») à travers les *Operating Principles for Impact Management* (« **OPIM** »). Le respect de ces principes permet de garantir des niveaux élevés de transparence et de responsabilité par le biais de la transmission d'informations régulières et de vérifications indépendantes.

3. RGREEN INVEST (la « **Société de Gestion** ») est un pionnier de l'investissement dans l'atténuation du changement climatique et la transition énergétique et s'engage dans une approche active de gestion des enjeux Environnementaux, Sociaux, de Gouvernance (ESG) et d'Impact. La Société de Gestion a intégré les enjeux ESG à toutes les étapes du processus d'investissement. Les principes directeurs sont définis dans la charte ESG publiée sur le site internet de la Société de Gestion. Une procédure technique, le Système de Gestion Environnementale et Sociale (« **SGES** »), a également été mise en place pour mettre en œuvre ces principes dans notre activité.

La durabilité est pleinement intégrée dans les processus clés de la Société de Gestion, dans le but d'améliorer les opérations et de minimiser les risques, tout en assurant la compétitivité, la protection de la valeur à long terme et la création de valeur. Une équipe dédiée à ces sujets permet la bonne application dans le temps de ces procédures et leur mise à jour régulière pour tenir compte des avancées en la matière. La Société de Gestion gère majoritairement (exclusivement à début 2025) des fonds classés « article 9 » dans le cadre du Règlement SFDR et les principaux fonds lancés depuis 2020 sont labélisés Greenfin.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints.

● **Quels sont les indicateurs de durabilité pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?**

Le Fonds investira directement ou indirectement dans des actifs respectant l'un des critères suivants :

- être éligibles à la Taxonomie de l'UE et **respecter les critères de contribution substantielle** à un des objectifs environnementaux du Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et tout règlement délégué associé (le « **Taxonomie de l'UE** »), ou
- être inclus dans les activités « vertes » ou les écotechnologies énumérées à l'Annexe I du référentiel Greenfin, ou
- être explicitement cités comme solution contribuant à atténuer le changement climatique par les rapports du GIEC (exemple : sixième rapport d'évaluation du GIEC - Groupe de travail III : Atténuation du changement climatique ou rapports suivants).

Par ailleurs, l'ensemble des investissements, directs ou indirects du Fonds, avoir le potentiel de contribuer à un (1) des objectifs de développement durable (« **ODD** ») suivants :

- permettre le développement à grande échelle d'alternatives performantes et bas carbone à des solutions carbonées aujourd'hui largement utilisées (ODD 13 – Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) ;
- investir dans des infrastructures durables créatrices de valeur et d'emplois à l'échelle locale, en particulier dans les régions en développement (ODD 9 – Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) ;
- soutenir des technologies adaptées aux problématiques et enjeux énergétiques spécifiques des territoires et des populations où elles sont implantées (ODD 7 – Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable) ;
- contribuer au déploiement d'infrastructures à impact environnemental réduit (ODD 12 – Établir des modes de consommation et de production durables).

Le respect de ces critères de durabilité est évalué sur la base des données environnementales et socio-économiques collectées pour chaque investissement avant celui-ci.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Dans le cadre de son Système de Gestion Environnemental et Social (« **SGES** »), la Société de Gestion effectue une due diligence environnementale, sociale, de gouvernance et d'impact permettant d'évaluer et atténuer les risques en la matière. Tous les investissements directs ou indirects du Fonds devront respecter un ensemble de normes environnementales, sociales et sociétales relatives aux droits de l'Homme, au droit du travail et en lien avec la politique d'exclusion du Fonds.

Plus précisément, la Société de Gestion dispose d'un outil interne de notation ESG pour évaluer les principaux risques de toutes les Entreprises Cibles objets d'investissements directs ou indirects. L'évaluation porte sur toutes les questions concernant, par exemple, la gestion de l'eau, la protection des sols, la préservation de la biodiversité, les enjeux sociaux liés aux travailleurs, aux communautés locales et la gouvernance au niveau de l'Entreprise Cible et de son écosystème. En fonction du résultat de la notation ESG, les Entreprises Cibles peuvent faire l'objet de due diligences externalisées réalisées par des auditeurs indépendants spécialisés.

Dans tous les cas, toute transaction approuvée devra obtenir un score supérieur à cinquante (50) %, selon l'outil interne de notation ESG de la Société de Gestion et devra inclure des clauses en lien avec l'ESG et l'impact (cf. section « *Quelle est la stratégie d'investissement de ce produit financier ?* »).

Chaque investissement sera réévalué à l'aide de l'outil de notation ESG de la Société de Gestion tout au long du cycle de vie du projet.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Les principales incidences négatives sont implicitement prises en compte tout au long du processus de due diligence ESG et d'impact. Les enjeux liés aux pollutions, à la préservation de la biodiversité, aux droits de l'homme et à la gouvernance sont inclus dans le système de notation décrit dans la question précédente.

Les principales incidences négatives (« **PAI** ») suivies pour le Fonds sont répertoriées dans un tableau spécifique dans chaque rapport annuel.

Ce tableau comprend les 14 indicateurs PAI obligatoires détaillés dans le Tableau 1 de l'annexe 1 du règlement délégué 2022/1288 de la Commission (UE) du 6 avril 2022 (« **Règlement Délégué SFDR** ») et, le cas échéant, des indicateurs PAI supplémentaires mentionnés dans les Tableaux 2 et 3 de l'annexe 1 dudit Règlement Délégué SFDR.

La liste de ces indicateurs est plus amplement détaillée dans la section « *Ce produit financier prend-il en compte les PAI comme facteurs de durabilité ?* ».

Le Fonds rendra compte annuellement :

- des 14 indicateurs PAI imposés par le Règlement Délégué SFDR ;

- d'autres indicateurs facultatifs pour les PAI sur les facteurs de durabilité ;
- d'une liste des incidents ESG ;
- des indicateurs des PAI sur la biodiversité ;
- des chiffres clés de l'année (estimations des MégaWatts en exploitation et des émissions évitées) ;
- de l'éligibilité et l'alignement sur la Taxonomie de l'UE (évaluation par projet).

Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

L'alignement des investissements sur les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme est évalué tout au long du cycle d'investissement (par exemple, lors de la sélection, de la due diligence et dans les rapports pendant la phase de détention). Le respect de ces grands principes liés aux droits de l'homme fait systématiquement l'objet de clauses de sauvegarde dans la documentation financière des transactions.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

X Oui, la Société de Gestion prend en considération les PAI sur les aspects liés à la durabilité pour l'ensemble de ses investissements.

De plus, la Société de Gestion collecte toutes les informations nécessaires pour se conformer aux 14 PAI obligatoires, tels que répertoriés dans le Tableau 1 de l'annexe I du Règlement Délégué SFDR conformément à l'article 7 du Règlement SFDR, comme suit :

Sujet	Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de gaz à effet de serre <ul style="list-style-type: none"> • Emissions de GES « Scope 1 » • Emissions de GES « Scope 2 » • Emissions de GES « Scope 3 » • Emissions totales de GES
	2. Empreinte carbone

	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité
Eau	8. Rejets dans l'eau
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs
Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
	12. Ecart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)

En outre, la Société de Gestion recueille les informations requises sur les deux PAI volontaires figurant au Tableau 2 et au Tableau 3 de l'annexe I du Règlement Délégué SFDR conformément à l'article 7 de SFDR comme suit :

Sujet	Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité
Déforestation	Part d'investissement dans des sociétés sans politique de lutte contre la déforestation
Absence de politique en matière de	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique en matière de droits de l'Homme exprimée

droits de l'Homme	
-------------------	--

Chaque année, la Société de Gestion mesure et contrôle (évolution et contrôles de cohérence) les 14 indicateurs obligatoires PAI et les 2 indicateurs PAI volontaires détaillés ci-dessus. Cette mesure et ce contrôle seront publiés dans les rapports périodiques du Fonds.

☐ Non



Quelle est la stratégie d'investissement de ce produit financier ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissements et la tolérance au risque.

Conformément à l'Article 4.3 (*Objectif d'investissement*) et l'Article 5 (*Stratégie d'Impact*) du Prospectus du Fonds, l'objectif d'investissement du Fonds est d'investir à long terme dans un portefeuille diversifié composé principalement, directement ou indirectement, d'instruments de capitaux propres ou quasi-capitaux propres et, à titre minoritaire, d'instruments de dette émis par des Entreprises Cibles, éligibles par application de l'article 11 du règlement (UE) 2015/760 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme (le « **Règlement ELTIF** »). Plus précisément, le Fonds investira principalement, directement ou indirectement, dans le secteur des énergies renouvelables mais aussi plus généralement dans les secteurs de la transition énergétique, de l'adaptation au et de l'atténuation du changement climatique (réduction d'émissions de gaz à effet de serre), y compris, sans que cette liste ne soit limitative : les parcs solaires photovoltaïques, les parcs éoliens, le biogaz, la biomasse, la géothermie, l'hydroélectricité, les biocarburants, le stockage d'énergie, la stabilisation des réseaux, les « *smart grids* », la valorisation énergétique des déchets, le traitement et le recyclage des déchets, l'hydrogène vert, l'acier vert, le captage de carbone, les plateformes logistiques et de mobilité décarbonés, la préservation des ressources naturelles, l'agriculture durable, la mobilité à faible teneur en carbone, l'économie circulaire et la prévention et le contrôle de la pollution.

Le Fonds intègre les risques, impacts et opportunités ESG à chaque étape du processus d'investissement. La stratégie d'investissement repose sur les approches suivantes : intégration ESG, actionnariat actif et exclusions.

Pour atteindre les objectifs d'investissement durable mentionnés précédemment, la Société de Gestion applique des critères de sélection des actifs sous-jacents du Fonds dans le cadre de son processus de prise de décision en matière d'investissement.

Lors de la phase de préinvestissement, chaque potentielle participation ou contrepartie est évaluée sur la base de :

- critères ESG et impact matériels, tels que définis dans la Politique d'investissement responsable de la Société de Gestion, ainsi que
- critères ESG et impact spécifiques aux fonds, tels que les ODD des Nations Unies décrits ci-dessus, afin de s'assurer qu'ils remplissent les

exigences fixées en matière de gestion des risques et des impacts ESG, ainsi que de performance ESG générale.

Pour chaque investissement, la Société de Gestion vérifie dans quelle mesure chaque Entreprise Cible se conforme aux objectifs d'investissements durables du Fonds.

En outre, la Société de Gestion mesure ou estime la mesure dans laquelle les Entreprises Cibles sont alignées sur les critères de la Taxonomie UE sur le plan environnemental au moment de l'investissement ou sont en mesure de mettre en œuvre une feuille de route pour l'alignement dans un délai raisonnable.

En outre, le Fonds mettra en place des clauses en lien avec l'ESG et l'impact dans les documentations de crédit pour les investissements en dette et dans les pactes d'actionnaires pour les investissements en titres de capital et de quasi-capital. Ces clauses imposeront, entre autres, un reporting obligatoire sur certains indicateurs ESG et impact prédéfinis, des études et analyses nécessaires avant la réalisation de certains projets, la mise en œuvre de procédures au niveau de la participation par exemple. Dans le cas des investissements dans des titres de dette, plusieurs de ces clauses peuvent conduire à un cas de défaut si elles ne sont pas respectées. Dans le cas d'investissement en titres de capital et de quasi-capital, ces clauses peuvent donner par exemple le droit de participer à des comités ESG, potentiellement avec des droits de blocage sur des projets à risque.

Les Entreprises Cibles seront accompagnées par l'équipe ESG et Impact, qui alloue une part significative de son temps à l'accompagnement des participations, pour la mise en place d'une stratégie et un cadre ESG adaptés à l'activité de ladite Entreprise Cible.

Le Fonds pourra par ailleurs investir dans des actifs liquides composés :

- pour une première sous-poche, exclusivement d'OPCVM ou d'OPC monétaires éligibles dans les conditions définies à l'article 50(1)(e) de la Directive OPCVM et qui sont classifiés « Article 8 » ou « Article 9 » au sens du Règlement SFDR ou d'instruments monétaires souscrits ou acquis en direct, sélectionnés sur la base de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, et notamment leur respect des critères minimaux de communication centrale prévue par la Position AMF n°2020-03. Les investissements en instruments monétaires directs seront uniquement réalisés au format EU GBS (Green Bonds Principles) ou de type « Green Bonds » respectant les principes de l'International Capital Market Association (« **ICMA** »), ou mécanisme équivalent (la « **Sous-Poche n°1** ») ; et
- pour une seconde sous-poche d'OPCVM ou d'OPC obligataires court terme éligibles dans les conditions définies à l'article 50(1)(e) de la Directive OPCVM et qui seront systématiquement labélisés Greenfin et qui bénéficieront d'une classification « Article 9 » au sens du Règlement SFDR (la « **Sous-Poche Durable** »).

Chacune de ces deux poches représentera au maximum dix (10) % des montants investis par le Fonds à compter de la fin de la Période de Construction du Portefeuille, telle que définie ci-dessous, et jusqu'à l'ouverture de la période de liquidation du Fonds. Il est précisé que ces ratios pourraient ne pas être respectés temporairement

(i) en cas de souscriptions et rachats réalisés au niveau du Fonds et (ii) en cas d'opérations réalisées sur le portefeuille du Fonds, notamment en cas de réalisation d'une opération de cession d'un investissement par le Fonds ou de remboursement anticipé d'un investissement.

Plusieurs limites à l'analyse ESG peuvent être identifiées, en lien avec la méthodologie employée pour respecter les engagements d'investissements durables mais aussi plus largement en lien avec la qualité de l'information disponible sur ces sujets. L'analyse de la Société de Gestion se fonde en grande partie sur des données qualitatives et quantitatives communiquées par les Entreprises Cibles elles-mêmes et est donc dépendante de la qualité de cette information. Bien qu'en amélioration constante, les reportings ESG des Entreprises Cibles peuvent encore rester parcellaires et très hétérogènes. Afin de la rendre la plus pertinente possible, la Société de Gestion concentre son analyse sur les points les plus susceptibles d'avoir un impact concret sur les actifs étudiés. Ces enjeux clés sont définis par secteur et revus régulièrement. Néanmoins ils ne sont, par définition, pas exhaustifs. Enfin, l'anticipation de la survenue de controverses reste un exercice difficile, et peuvent amener à revoir a posteriori l'opinion de la Société de Gestion sur la qualité ESG et d'impact d'une Entreprise Cible.

● ***Quelles sont les contraintes définies dans la stratégie d'investissement pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?***

Le Fonds vise à investir dans des actifs du secteur des énergies renouvelables, mais aussi dans les secteurs plus généraux de la transition énergétique, de l'adaptation au et de l'atténuation du changement climatique. La principale contrainte se matérialise par la définition d'un univers d'investissement limité à des activités reconnues scientifiquement comme positives pour l'atténuation du changement climatique (énergies renouvelables, mobilité électrique, efficacité énergétique, numérique bas carbone, etc.). Les référentiels utilisés pour définir la durabilité des investissements sont robustes, reconnus et basés sur la science (Rapports du GIEC, Taxonomie de l'UE, Label Greenfin, etc.).

La liste d'exclusion utilisée combinera ainsi :

- (1) la liste d'exclusion de la Société de Gestion (en ligne avec le statut d'entreprise à mission et la raison d'être),
- (2) la liste d'exclusion Greenfin,
- (3) les listes d'exclusion des fonds sous-jacents,
- (4) les exclusions complémentaires des « side-letters » de certains investisseurs des fonds sous-jacents.

A noter par exemple que les investissements sur des infrastructures énergies fossiles seront naturellement exclus (comme pour tous les fonds gérés par la Société de Gestion).

Par ailleurs, le Fonds exclut d'office la possibilité d'investir dans certains actifs portant préjudice à son objectif de contribution à la transition, l'adaptation et l'atténuation du

changement climatique. Le Fonds verra les activités précisées dans le tableau ci-après exclues de son univers d'investissement :

Activité controversée	Description	Exceptions autorisées
Activités néfastes pour la biodiversité	Destruction de l'habitat essentiel	
	Production ou commerce d'espèces sauvages ou de produits d'espèces sauvages réglementés en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	
	Méthodes de pêche non durables	
	Concessions commerciales et exploitation forestière dans les forêts naturelles tropicales	
Cannabis et drogues	Production ou commerce de drogues (y compris le cannabis à des fins non médicales)	
Exploitation forestière commerciale	Exploitation forestière commerciale dans les forêts tropicales humides primaires	
Activités scientifiques controversées	Production ou commerce de produits pharmaceutiques, de pesticides/herbicides, de produits chimiques, de substances appauvrissant la couche d'ozone et d'autres substances dangereuses faisant l'objet d'une élimination progressive ou d'interdictions internationales	
	Animaux vivants à des fins scientifiques et expérimentales	
	Toute activité de clonage à des fins de reproduction	
	Soutien financier à la recherche et au développement d'OGM ou de toute forme de génie génétique	
Combustibles fossiles	L'extraction, la production, la vente, le stockage et le transport de	Prestataires de services & filiales

conventionnels et non conventionnels	combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon, par extension hydrogène gris sans capture de carbone) <u>Ou</u> tout projet de production d'énergie émettant plus de 250 gCO2e/kWh	et leurs actifs si leur activité a un impact environnemental positif
Travail forcé/travail des enfants	Activités ou projets impliquant des formes nuisibles ou d'exploitation du travail forcé ou des enfants ou qui restreignent les droits et libertés individuels des personnes ou violent leurs droits humains	
Jeux d'argent et de hasard	Jeux d'argent, casinos et entreprises assimilées	
Nucléaire	Production, vente, stockage, transport	Prestataires et fournisseurs
Huile de palme	Activités d'huile de palme non certifiées RSPO	
Politique ou religion	Toute entreprise à contenu politique ou religieux Projets qui ont pour effet de limiter les droits et libertés individuels des personnes ou de violer leurs droits humains	
Pornographie et/ou prostitution	Pornographie et/ou prostitution	
Tabac	Production ou commerce du tabac	
Déchets	Commerce transfrontalier de déchets et de produits à base de déchets, sauf s'ils sont conformes à la Convention de Bâle et aux réglementations nationales et européennes sous-jacentes	L'utilisation de déchets comme combustible pour le chauffage urbain ou pour la production de bioénergie est autorisée
Armes	Production de munitions et d'armes, notamment non-conventionnelles	Prestataires et fournisseurs européens (excluant la production non-conventionnelle)

Autres activités controversées et illégales

Entreprises ayant de graves controverses concernant les principes du Pacte mondial des Nations Unies

Production ou commerce d'un produit ou d'une activité jugée illégale en vertu des lois ou règlements du pays hôte ou des conventions et accords internationaux

Les pratiques de **bonne gouvernance** concernent des structures de gestion saines, les relations avec le personnel et le respect des obligations fiscales.

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés dans lesquelles le produit financier investit ?**

La Société de Gestion s'assure, en fonction de la situation, (i) que l'Entreprise Cible a mis en place une organisation, ainsi que des moyens humains et techniques pour gérer les risques liés à la lutte contre le blanchiment d'argent, contre l'évasion fiscale, contre le financement du terrorisme et la lutte contre la corruption, (ii) que les règles de bonnes pratiques sont respectées en matière de gouvernance et (iii) que l'Entreprise Cible mettra en place ou renforcera, dans la mesure du possible et en fonction de la structure des transactions, un cadre approprié au travers d'actions spécifiques, telles que :

- la mise en place d'un plan d'engagement des parties prenantes,
- la mise en place d'une politique spécifique d'engagement des fournisseurs pour des bonnes pratiques sociales sur la chaîne d'approvisionnement,
- l'analyse des risques liés à la gouvernance,
- la mise en place de politiques et procédures anti-corruption,
- la mise en place d'une politique d'exclusion en termes d'activités,
- la mise en place d'une politique d'achat durable, etc.

Quelle est l'allocation des actifs et la proportion minimale d'investissements durables ?

Le Fonds aura pour objectif que les investissements durables représentent au moins quatre-vingt-dix (90) % de ses montants investis , au sens du Règlement SFDR (**#1 Durables**).

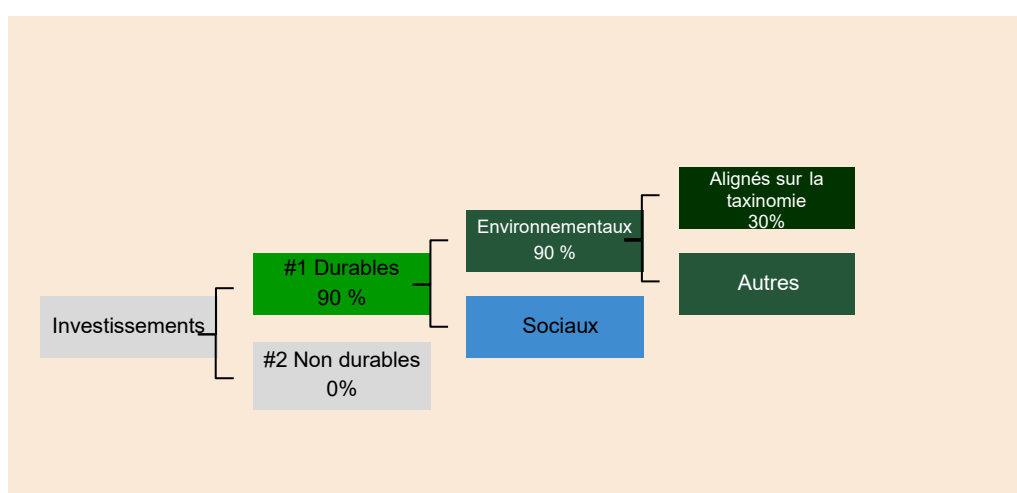
Un minimum de quatre-vingts dix (90) % des montants investis sera dédié à l'objectif d'investissement durable environnemental. La poche d'actifs privés et la Sous-Poche Durable du Fonds seront investies à cent (100) % dans des investissements durables.



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les investissements non durables seront constitués (i) des instruments financiers à terme utilisés pour couvrir le risque de taux et le risque de change et (ii) les actifs liquides de la Sous-Poche n°1 (**#2 Non durable**).

La répartition de l'actif du Fonds peut changer au fil du temps et le pourcentage d'investissements durables doit être considéré comme un engagement minimum à atteindre à compter de la fin de la période de construction du portefeuille, c'est-à-dire à la fin de la période d'une durée de cinq (5) ans à compter de la date d'agrément du Fonds en tant qu'ELTIF (la « **Période de Construction du Portefeuille** ») et jusqu'à l'ouverture de la période de liquidation du Fonds, étant toutefois précisé qu'en cas de souscriptions, cessions d'actifs ou rachats de parts du Fonds, le pourcentage mentionné ci-dessus pourra également varier temporairement après la Période de Construction du Portefeuille.



La catégorie **#1 Durables** couvre les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.

La catégorie **#2 Non durables** inclut les investissements qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● **Comment l'utilisation de produits dérivés permet-elle d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?**

Le Fonds n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture du risque de taux et du risque de change. Les dérivés n'influencent pas l'allocation des investissements, ni l'exposition du Fonds et n'ont donc pas d'influence sur ses objectifs et indicateurs d'investissement durable.



Dans quelle proportion minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la Taxonomie de l'UE ?

La proportion minimale d'investissements dans des activités économiques ayant un objectif environnemental alignées sur la Taxonomie de l'UE est de trente (30) % à l'issue de la Période de Construction du Portefeuille.

Les activités alignées sur la Taxonomie sont exprimées en pourcentage :
- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus

provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;

- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements vertes réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

Ce ratio sera calculé sur la base de la moyenne pondérée des ratios de la Taxonomie de l'UE des investissements réalisés sur une période annuelle, à compter de l'issue de la Période de Construction du Portefeuille.

Compte tenu de l'univers d'investissement du Fonds, celui-ci peut détenir des investissements dans des activités économiques éligibles à la Taxonomie de l'UE, sous réserve de l'extension de la réglementation de la Taxonomie de l'UE à de nouveaux secteurs. Cependant, le Fonds aura pour objectif de promouvoir un niveau d'alignement maximal pour chaque investissement dès lors que la nature de l'investissement (type de produit financier sous-jacent, maturité, géographie, etc.) permettant la mise en œuvre de procédures permettant de respecter les critères *Do No Significant Harm* (DNSH) de la Taxonomie de l'UE.

● **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou l'énergie nucléaire qui sont conformes à la Taxonomie de l'UE⁴ ?**

☐ Oui

☐ dans le gaz fossile

☐ dans l'énergie nucléaire

☒ Non

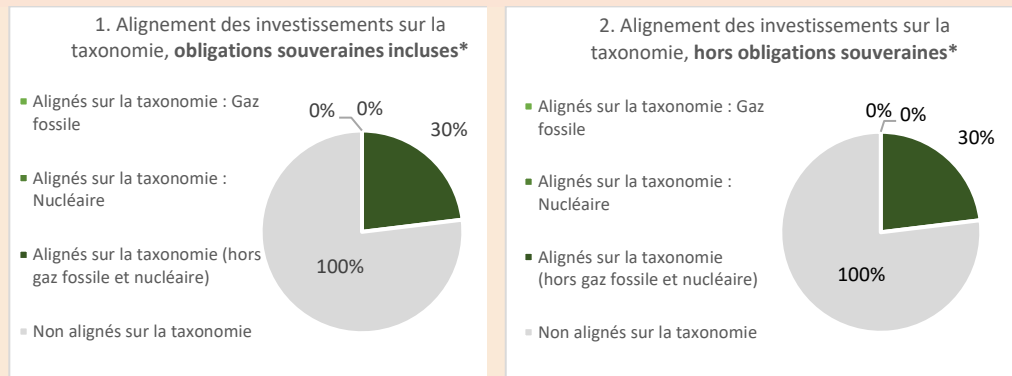
Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la Taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la Taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la Taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la Taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

⁴ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la Taxonomie européenne que si elles contribuent à limiter le changement climatique ("atténuation du changement climatique") et ne causent pas de préjudice important à l'un des objectifs de la Taxonomie européenne - voir la note explicative dans la marge de gauche. Les critères complets pour les activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la Taxonomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables

Le symbole  représente des investissements durables sur le plan environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères applicables** aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre



***Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.**

● **Quelle est la proportion minimale d'investissement dans des activités transitoires et habilitantes ?**

La part minimale d'investissements dans des activités habilitantes et transitoires est de zéro (0) %.



Quelle est la proportion minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la Taxonomie de l'UE ?

La part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental alignés sur la Taxonomie de l'UE est de trente (30) %, étant précisé le Fonds visera à aligner chaque actif à la Taxonomie de l'UE, sans que cet alignement ne puisse être garanti.

Par défaut, au minimum cent (100) % des investissements du Fonds (hors liquidités de la Sous-Poche n°1 et dérivés) seront conforme à l'objectif d'investissement durable du Fonds.



Quelle est la proportion minimale d'investissements durables ayant un objectif social ?

Le Fonds ne poursuit pas d'objectif social direct. Toutefois, les performances sociales seront évaluées pour toutes les transactions, et peuvent faire l'objet de mesures de gestion spécifiques.



Quels sont les investissements inclus dans la catégorie « #2 Non durables », quelle est leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquent-elles à eux ?

Le Fonds investira principalement dans des investissements durables sur le plan environnemental.

La part « #2 Non durable » (hors de la période de liquidation et hors des cas de survenance de circonstances exceptionnelles telles que définie par le Prospectus du Fonds) représentera environ dix (10) % des montants investis par le Fonds et consistera en des investissements dans des actifs liquides de la Sous-Poche n°1, pour gérer la liquidité du Fonds et en des investissements dans des produits dérivés utilisés à titre de couverture. Même s'ils ne sont pas des investissements durables, la performance environnementale de la Sous-Poche n°1, sociale et de gouvernance, telle que communiquée aux acteurs du marché, sera prise en compte au moment de l'investissement. Les dérivés n'influencent pas l'allocation des investissements, ni l'exposition du Fonds et n'ont donc pas d'influence sur ses objectifs et indicateurs d'investissement durable.



Un indice spécifique est-il désigné comme indice de référence pour déterminer si l'objectif d'investissement durable est atteint ?

Aucun indice ne sera utilisé, étant donné la nature des produits sous-jacents qui sont essentiellement non-côtés.



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet: www.rgreeninvest.com.